

Habitée depuis le VI^e siècle avant Jésus-Christ, la Casbah d'Alger est témoin de l'histoire de l'Algérie.

PEUT-ON SAUVER LA CASBAH D'ALGER?

Le quartier de la Casbah d'Alger, inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO, ne cesse de se détériorer. Englués dans des polémiques et dans l'immobilisme des autorités algériennes, les projets de restauration semblent au point mort.

PAR AUGUSTINE PENY

Habitée depuis le VIe siècle avant Jésus-Christ, la Casbah d'Alger est témoin de l'histoire de l'Algérie. Entourée de remparts de l'époque ottomane, elle abrite parmi les plus majestueux monuments de la ville, telle la mosquée Djamaâ El Kebir, vieille de près d'un millénaire, et de nombreux palais. Elle est aussi un lieu symbolique de la culture algérienne et accueille de nombreux artisans traditionnels.

Mais aujourd'hui, pourtant inscrite au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO depuis 1992, la médina se meure. Certaines «douirettes», ces maisons traditionnelles de style mauresque, se sont écroulées depuis bien longtemps. D'autres bâtiments sont dans un état lamentable et les murs infiltrés par les eaux craquellent. Dans les années 1960, on comptabilisait environ 1'600 douirettes. Aujourd'hui, il en resterait à peine 600 et la Fondation Casbah a récemment recensé 330 bâtisses menaçant de s'effondrer. Un quartier entier qui se délabre avec des conséquences tragiques: en avril 2019, cinq personnes sont mortes dans l'effondrement d'une de ces maisons.

L'absence d'une réelle politique patrimoniale

Au cours de l'histoire récente, l'ancienne forteresse n'a pas bénéficié de vraies politiques de rénovation. Pendant la colonisation française, la Casbah est délaissée au profit de la nouvelle



Infiltrés par les eaux, les murs des bâtisses de la Casbah menacent de s'écrouler.

ville. L'indépendance ne permettra pas à la médina de revivre. Les populations rurales et pauvres s'y installent et la Casbah commence peu à peu à se ghettoïser. Les autorités algériennes s'en désintéressent et ne s'attachent plus à faire respecter les règles d'urbanisme. Nidam Abdi, consultant en urbanisme et qui a vécu dans la Casbah, tente d'expliquer cette situation: « Pendant très longtemps, l'Algérie n'avait pas de réelle politique patrimoniale. On avait les hydrocarbures. On n'avait pas besoin d'une économie du tourisme. »

Après le Printemps arabe, les touristes investissent un peu plus les lieux. Un regain d'intérêt pour la préservation du patrimoine porte alors plusieurs projets de restauration, mais sans grand succès. « Cela n'aboutit pas car la ville est gérée par le Wali, c'està-dire l'État, et non pas par un élu qui vit sur son territoire et le connaît », analyse Nidam Abdi.

La polémique Jean Nouvel

En 2018, un projet de rénovation issu d'un partenariat entre le Wali d'Alger et la région Île-de-France va mettre le feu aux poudres. La région française annonce ainsi le financement de la rénovation de la Casbah en la confiant à l'architecte Jean Nouvel. Une pétition signée par plus de 400 architectes et urbanistes algériens et français est alors lancée, sommant l'architecte de renoncer au projet, avec pour argument principal la crainte d'un néo-colonialisme : «La Casbah, avant d'appartenir à l'humanité, appartient d'abord à ses habitants, ensuite aux Algériens dont la lutte révolutionnaire contre le colonialisme français a régulièrement pris appui sur sa capitale. » Jean Nouvel essaie de rassurer ses opposants en clamant qu'il a «toujours été anti-colonialiste» et qu'il préservera la «dimension historique» de la Casbah. «Le choix de Nouvel relève plus du star-système que d'une réelle politique globale pour rénover la Casbah», pense Nidam Abdi qui souhaiterait la création d'une structure politique d'accompagnement pour préserver le patrimoine comme cela a été fait en Andalousie après le franquisme. Aujourd'hui, la rénovation de la Casbah semble au point mort et les douirettes continuent de se dégrader. Avec cette dernière polémique, certains se demandent si cette partie de l'histoire du pays peut encore être sauvée.